

Déposé au CCAS/CIAS/Mairie de :

.....

Date : .....

Nom : .....

Prénom : .....

Commune : .....

## DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE SOCIALE POUR L'ACCUEIL EN EHPAD, EN USLD ou EN PLACEMENT FAMILIAL

- Première Demande
- Renouvellement
- Révision

Etablissement d'accueil :

Date d'arrivée	Nom et adresse de l'établissement
...../...../..... ...	

Adresse avant l'entrée en établissement :

Date d'arrivée	N° et voie, lieu-dit.....	Commune et code postal

En cas d'arrivée à l'adresse ci-dessus depuis moins de 3 mois, indiquer adresse précédente :

Date d'arrivée	Date de départ	Voie, lieu-dit....	Commune et code postal

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR

	DEMANDEUR	CONJOINT
NOM		
NOM de jeune fille		
Prénoms		
Date et lieu de naissance		
Numéro Sécurité sociale		
Numéro CAF		
Nationalité		
Situation de famille	<input type="checkbox"/> Veuf (ve) <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Célibataire	<input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Concubin(e) <input type="checkbox"/> Pacsé(e)

## MESURE DE PROTECTION JURIDIQUE

Existence d'une mesure de protection :

Oui

Non

Sauvegarde de justice

Tutelle ou co-tutelle

Curatelle simple

Curatelle renforcée

Autres (habilitation familiale...) : .....

Personne ou association chargée de la mesure :

Nom, prénoms	
Lien de Parenté	
Adresse	
Téléphone	
Mail	

## PERSONNE A JOINDRE POUR TOUS RENSEIGNEMENTS

Nom, prénoms		
Lien de Parenté		
Adresse		
Téléphone		
Mail		

## RESSOURCES ANNUELLES

	DEMANDEUR	CONJOINT
- Pensions - Retraites - Salaires et traitements - Revenus Fonciers et Mobiliers - Rentes - Autres		
Allocations prestations (A.P.L, Allocation Logement.....)		
Intérêts des capitaux placés		
Autres revenus (y compris ACTP, MTP, PCH...)		

## REVERSEMENT DES RESSOURCES

**En cas d'admission à l'aide sociale, veuillez nous indiquer qui sera chargé du reversement de vos ressources (un seul choix possible) :**

- Le bénéficiaire
- Personne référente : nom, prénom et adresse : .....
- Trésorerie de l'établissement : .....
- Etablissement : .....
- Autres : .....

## BIENS MOBILIERS – RELEVES DE CAPITAUX

PRODUITS	Identification de l'organisme bancaire	Numéro de compte ou de contrat	Montant du capital (en euros)	Intérêts perçus ou capitalisés de l'année précédant la demande
Compte(s) chèques productif(s) d'intérêts				
Livrets d'épargne (LEP, Livret A, LDD, etc.)				
Assurances vie				
Obligations, Actions, etc.				
Autres (préciser)				

**Visa de l'établissement bancaire**

**OU**

**JOINDRE LES ATTESTATIONS BANCAIRES**

L'établissement bancaire : .....

de chaque établissement

atteste que M.....

Né(e) le : .....

n'a pas, à ce jour, dans notre établissement, d'autres formes d'épargne que celles indiquées ci-dessus.

Le :

Cachet et Signature :



Je soussigné (e).....

reconnais avoir pris connaissance des informations figurant au dos du présent questionnaire.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de tous les renseignements figurant sur le présent dossier, avoir pris connaissance des conséquences de l'admission à l'aide sociale, des sanctions encourues en cas de fausse déclaration et m'engage à fournir tous les pièces justificatives qui me seraient demandées et à informer le service maintien de l'autonomie de tout changement intervenant dans ma situation familiale, mes ressources ou mon patrimoine.

Je suis informé(e) que les agents des administrations fiscales sont habilités à communiquer aux services du Département les renseignements qu'ils détiennent et qui sont nécessaires pour instruire ma demande.

A.....le.....

Signature du demandeur (ou de son représentant légal) :

### PIECES A FOURNIR

- Joindre BS d'entrée en établissement
- Photocopie intégrale du livret de famille pour les personnes mariées ou divorcées, de la carte nationale d'identité ou extrait d'acte de naissance pour les personnes célibataires ou s'il s'agit d'une personne de nationalité étrangère, photocopie de la carte de résident ou du titre de séjour.
- Justificatifs des charges mensuelles déductibles (mutuelle, frais de tutelle, etc, ...)
- Déclaration de patrimoine dûment complétée et signée
- Liste des obligés alimentaires dûment complétée et signée
- Dernier avis d'imposition sur les revenus recto verso
- Copie de la déclaration pré remplie ou justificatif des ressources des 3 derniers mois du demandeur et de son conjoint (pensions, retraites rentes, etc....)
- Dernier avis d'échéance de cotisation mutuelle et justificatif de demande d'aide à la mutualisation
- Dernier avis d'imposition de taxe foncière recto verso et relevé de matrice cadastrale
- Notification APL ou allocation logement et n° d'allocataire CAF
- Si mesure de protection juridique (sauvegarde de justice, curatelle, tutelle, autres...) joindre la copie du jugement
- Si donation, ventes, legs joindre la copie de l'acte authentique dans son intégralité
- Si assurance vie joindre la copie du contrat
- Si contrat obsèques joindre la copie du contrat
- Si taux d'incapacité de 80% ou plus joindre le justificatif de première attribution
- Si moins de 60 ans joindre la copie d'orientation CDAPH

## AVIS DU MAIRE / CCAS / CIAS

Je soussigné(e) Mme, M. Maire de la commune de :

Atteste que le présent dossier a été déposé en Mairie/CCAS/CIAS le :

Atteste l'exactitude des informations concernant le domicile du bénéficiaire

Donne un avis :     FAVORABLE             DEFAVORABLE

à l'admission à l'aide sociale pour la prestation sollicitée.

Motifs ou observations particulières :

Date :

Signature et cachet :

## CONSEQUENCES DE L'ADMISSION A L'AIDE SOCIALE

Le demandeur est informé que conformément aux dispositions

1. de l'article L132-8, R 132-11 et R 132-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles des recours en récupération des dépenses d'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées peuvent être exercés :

- à l'encontre de la succession du bénéficiaire,
- à l'encontre du bénéficiaire revenu à meilleure fortune,
- à l'encontre du légataire,
- à l'encontre du donataire lorsque la donation est intervenue postérieurement à la demande d'aide sociale ou dans les 10 ans qui ont précédé cette demande.

Par ailleurs, en garantie des recours indiqués ci-dessus, les immeubles appartenant aux bénéficiaires de l'aide sociale sont hypothéqués (article L132-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles, art 2400 du Code Civil)

2. des articles 205 et suivants du Code Civil :

Il sera demandé à l'ensemble des obligés alimentaires du demandeur (enfants et beaux-enfants) de participer aux frais d'hébergement du demandeur à hauteur de leur capacité contributive. Une décision d'admission à l'aide sociale peut être prononcée en demandant une participation des obligés alimentaires.

Si les débiteurs d'aliments refusent de se répartir l'enveloppe globale et solidaire fixée par le Président du Département, un recours devant le juge aux affaires Familiales sera intenté à leur encontre afin de déterminer la répartition entre chacun de cette enveloppe (article L132-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles).

### INFORMATISATION DES DOSSIERS D'AIDE SOCIALE

Les données que vous avez communiquées font l'objet d'un traitement automatisé par le Département de la Haute-Loire dans le but de traiter et de gérer votre demande. Le Département s'engage à ce que la collecte et le traitement de vos données à caractère personnel, soient conformes à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil applicable le 25 mai 2018.

### DECLARATIONS FRAUDULEUSES

Lorsque les décisions d'admission ont été prises sur la base de déclarations incomplètes ou erronées, il est procédé à la révision des décisions, avec restitution de l'indu (Art R 131-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles).

Le fait de percevoir frauduleusement ou de tenter de percevoir frauduleusement des prestations au titre de l'aide sociale est puni des peines prévues par les articles 131-26-2, 313-1, 313-2, 313-7, 313-8 du Code Pénal.

### SECRET PROFESSIONNEL DES PERSONNES AMENEES A INTERVENIR DANS LES DOSSIERS D'AIDE SOCIALE

(Article L 133-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles)

«Toute personne appelée à intervenir dans l'instruction, l'attribution ou la révision des admissions à l'aide sociale, et notamment les membres des conseils d'administration des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, ainsi que toute personne dont ces établissements utilisent le concours sont tenus au secret professionnel dans les termes des articles 226-13 et 226-14 du code pénal et passibles des peines prévues à l'article 226-13».

## **L'ADMISSION A L'AIDE SOCIALE A L'HEBERGEMENT**

### **DEFINITION**

L'aide sociale à l'hébergement pour les personnes âgées permet de prendre en charge tout ou une partie des frais liés à son hébergement en établissement conformément au Code de l'Action Sociale et des Familles et du Règlement Départemental d'Aide Sociale en vigueur.

### **BENEFICIAIRES**

Pour prétendre à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement pour les personnes âgées, il faut, sauf dérogation :

- Etre âgé d'au moins 60 ans (en cas d'inaptitude au travail)
- Avoir son domicile de secours dans le département
- Ne pas avoir de ressources suffisantes pour assumer ses frais de séjours en établissement

### **DEPOT DE LA DEMANDE D'AIDE SOCIALE**

Les demandes d'admission au bénéfice de l'aide sociale sont déposées au centre communal ou intercommunal d'action sociale ou, à défaut, à la mairie de résidence de l'intéressé, au moment de son entrée en établissement.

Les demandes, accompagnées du dossier complet sont ensuite transmises, dans le mois de leur dépôt au Maison Départementale de l'Autonomie, après avis du CCAS ou du CIAS.

La décision d'attribution de l'aide sociale peut prendre effet à compter du jour d'entrée dans l'établissement si la demande a été déposée dans les deux mois qui suivent ce jour.

Si malgré une relance du Conseil Départemental, le dossier demeure incomplet sous 4 mois, le Président du Conseil départemental se réserve le droit de proposer le rejet de la demande.

### **OBLIGATION ALIMENTAIRE**

**(art 203 a 210 du code civil, article L 132/6 du CASF)**

L'obligation alimentaire concerne les descendants, mais aussi les ascendants. Les « créiteurs d'aliments », c'est-à-dire les obligés alimentaires sont :

- les parents,
- les enfants,
- les belles-filles et les gendres

### **DECISION D'ADMISSION OU DE REFUS**

La décision d'admission à l'aide sociale ou de refus est prise par la Présidente du Conseil Départemental.

Le renouvellement de l'admission à l'aide sociale ou la demande de révision sont à l'initiative du bénéficiaire et donnent lieu au même formalisme que la demande initiale.

### **PARTICIPATION FINANCIERE**

En contrepartie de la prise en charge de ses frais d'hébergement par le Département, le bénéficiaire de l'aide sociale doit reverser une contribution au Département. Celle-ci est déterminée en fonction de la réglementation qui lui est applicable :

- Législation personnes âgées : les ressources des bénéficiaires de l'aide sociale (à l'exception des prestations familiales, de la retraite du combattant et des pensions attachées aux distinctions honorifiques) sont affectées au remboursement de leur frais d'hébergement d'entretien, dans la limite de 90%.
- Législation personnes handicapées: ressources totalité des ressources déduction faite de 30% de l'AAH.